



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 2429

Texte de la question

IMMIGRATION

M. le président. La parole est à Mme Marie-Louise Fort, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Marie-Louise Fort. Monsieur le Premier ministre, il aura fallu pas moins de deux ans et demi pour que le Président de la République donne enfin son avis, à défaut de vision, sur la politique d'immigration de la France. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on n'est pas déçu !

Cela se voulait un beau discours « feuille de route » mais ce n'est en réalité qu'une succession de lieux communs et de formules éculées, cent fois rabâchées par une gauche qui n'évolue pas. Pas d'actes, pas de décisions, pas de perspectives et au final, on ne sait pas ce que le Gouvernement compte faire. Pire, aucune réponse concrète n'est apportée aux questions que se posent légitimement les Français confrontés aux réalités de notre pays, de l'Europe et du monde d'aujourd'hui.

Après avoir divisé les Français sur les problèmes sociétaux, après les avoir réunis dans un même désaveu de sa politique en général et de sa personne en particulier, voilà que le Président de la République, pour des raisons sans doute basement électoralistes, tente à nouveau de cliver nos compatriotes plutôt que de les rassembler sur des sujets hautement importants. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

S'agissant du droit de vote des étrangers, le Président de la République vous a, en réalité, monsieur le Premier ministre, adressé un message : « Je suis votre chef, donc je vous suis ! ». Évoquant une vieille promesse de campagne remise au rang des accessoires, comme beaucoup d'autres, il vous a dit en substance : « Trouvez une majorité, nous verrons ensuite ce que nous pourrons faire ! » – manœuvre politicienne destinée à diviser pour mieux régner, mais n'est pas Machiavel qui veut et l'on sait ce que valent les ersatz !

Monsieur le Premier ministre, allez-vous tenter de réunir une majorité sur le droit de vote des étrangers ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la députée, depuis deux ans et demi, comme le ministre de l'intérieur vient de le rappeler, nous menons une politique à la fois ferme et humaine dans le domaine de l'immigration,...

M. Julien Aubert. Une politique catastrophique !

M. Manuel Valls, Premier ministregrâce aux choix que nous avons faits alors que j'étais ministre de l'intérieur, et que Bernard Cazeneuve poursuit au travers des textes qu'il présente, en particulier celui relatif à l'asile, qui doit beaucoup au travail de Sandrine Mazetier et du Parlement. Le ministre de l'intérieur aura également l'occasion de présenter dans quelques semaines un texte de loi relatif à la maîtrise de l'immigration qui généralise le titre pluriannuel de séjour afin de lui conférer davantage de stabilité.

Votre question est plus générale. Dans le contexte de crise économique et sociale, de crise de confiance aussi que nous traversons, le courage consiste à dire la vérité aux Français et c'est ce que le Président de la République a fait hier à l'occasion de l'inauguration du musée de l'immigration, d'ailleurs présidé par le passé par l'un des vôtres, mais que peu d'entre vous, à commencer par celui qui préside aux destinées de l'UMP, ont visité tant il y avait une certaine honte à assumer la réalité de ce pays et l'immigration qu'il a connue.
(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Nous pouvons regretter, madame la députée, puisque vous voulez vous emparer de ces sujets, que les discours tenus par Nicolas Sarkozy il y a quelques années sur le droit de vote des résidents étrangers – peut-être parce qu'il se disait lui-même Français au sang-mêlé – ne soient plus les vôtres aujourd'hui, comme si votre problème était de courir derrière l'extrême droite.

Or, en ce moment même, nous devons assumer pleinement un discours de rassemblement, qui rappelle comment ce pays s'est construit, ce que nous devons aux Français nés étrangers. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Franck Gilard. Quel mépris pour le peuple !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Un pays qui retrouve un discours de générosité, cela n'est en rien incompatible avec la fermeté, avec la maîtrise des flux migratoires, avec une politique européenne digne de ce nom ; c'est un discours profondément républicain. Je vous en conjure, n'abandonnez pas ce discours républicain, ne vous égarez pas sur la réforme du droit de la nationalité, n'oubliez pas comment ce pays a été construit ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.- Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Patrick Devedjian. Dites cela au Front de gauche !

M. Manuel Valls, Premier ministre . La seule réponse possible à la montée de l'extrême droite et au discours de repli sur soi, c'est le discours que le Président de la République a tenu, un discours qui retrouve pleinement les valeurs de la République et qui appelle les Français, quelles que soient leurs origines, à se rassembler autour d'elles. C'est la seule réponse possible à l'extrême droite. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et GDR)*

M. Guy Geoffroy. Il n'a pas répondu à la question !

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Louise Fort](#)

Circonscription : Yonne (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2429

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 décembre 2014](#)